Journée d'étude

Patrimoines en partage

Journée organisée en prélude aux journées professionnelles du DPRPS
Participer / Participez ! Patrimoines et dispositifs participatifs des 5 et 6 octobre 2017
http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Connaissance-des-patrimoines-et-de-l-architecture/Actualites/Participer-Participez-!-Patrimoines-et-dispositifs-participatifs

4 octobre 2017
9h30 – 12h30 / 14h30 – 17h00

Institut national du Patrimoine
2 rue Vivienne, 75002 Paris
Salle Champollion - 3e étage

La crémation du roi Carnaval, Granville, 2011. © Norbert Delauney, Comité d'organisation du carnaval de Granville.

Culture

inp Institut national du patrimoine

iiAC / LaHIC

Programme

9h30

Introduction
Sylvie Sagnes, chargée de recherches CNRS, IIAC – Équipe LAHIC, Paris

10h00 – 12h30

Modérateur : Thierry Wendling, chargé de recherches CNRS, IIAC – Équipe LAHIC, Paris

Mémoire de l'esclavage, religions afro-brésiliennes et patrimoine : le cas du *Cais do Valongo* à Rio de Janeiro
Stefania Capone, directrice de recherche CNRS - CéSor, CNRS/EHESS

Valorisation des collections relatives à la lutte contre le VIH-sida au MuCEM : enjeux de la mise en place d'un "comité de suivi"
Renaud Chantraine, doctorant EHESS, IIAC – Equipe LAHIC

L'expérience participative du patrimoine comme mise à l'épreuve de sa contemporanéité : art contemporain et mémoriaux
Octave Debary, professeur d'anthropologie, université Paris Descartes-Sorbonne (Canthel/Lahic)

14h30 – 17h00

Modératrice : Isabelle Chave, conservateur en chef du patrimoine, adjointe au chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines, ministère de la Culture

« Développement culturel » participatif et transformation des légitimités patrimoniales. Un exemple pyrénéen.
Arnauld Chandivert, maître de conférences, université Paul Valéry Montpellier III, LERSEM-CERCE

La tradition et le musée. Revitaliser la « religion populaire » par la participation à Lisbonne (Portugal)
Cyril Isnart, chargé de recherches CNRS, IDEMEC

« L'important, c'est de transmettre » : enjeux, illusions et faux-semblants d'une éducation patrimoniale
Claudie Voisenat, chargée de mission pour la recherche, MCC, mise à disposition du CNRS, IIAC – Équipe LAHIC, Paris

Résumés

Introduction
Sylvie Sagnes, chargée de recherches CNRS, IIAC – Équipe LAHIC, Paris

La participation se décline diversement dans le domaine du patrimoine : *crowdfunding*, *crowdsourcing,* hackathons, concertations et débats publics, etc. À première vue, elle ne fait qu'étendre son champ d'application et confirmer des tendances ayant d'abord concerné le financement d'albums et de films, la recherche naturaliste, l'innovation numérique, la prise de décision en matière d'environnement et d'urbanisme. Cette journée se propose de relativiser cette impression d'une irrésistible « contagion participative », pour montrer en quoi la participation est constitutive de la notion même de patrimoine, laquelle trouve dans les standards unesquiens sa formalisation la plus poussée. Cette caractéristique gagne en évidence dès lors que l'on compare ce que recouvrent les termes « patrimoine » et « monument ». Alors que la patrimonialisation est affaire de « communauté » (*bottom up*), l'institution du monument est celle de l'État (*top down*). D'ailleurs, la coexistence des deux dispositifs ne va pas sans générer des tensions, imposant le constat de possibles paradoxes attachés à la participation en patrimoine. Participatives par définition sans renoncer pour autant à l'impératif de démocratisation culturelle (*i.e.* d'une transmission des savoirs du haut vers le bas), les situations de médiation, au mitan de la chaîne patrimoniale, fournissent à l'anthropologue un angle de choix pour l'appréhension de ce choc des façons de jouir et de partager les traces du passé. Et plus, elles lui permettent de saisir la manière dont se réinventent les représentations attachées aux témoignages du passé à la faveur cette confrontation plus ou moins sourde. De fait, elles induisent, au-delà de la seule question de la participation, bien d'autres questionnements touchant tout à la fois aux acteurs, aux modalités et aux effets de nos conjugaisons contemporaines du passé, esquissant un programme de recherche d'envergure dont cette journée se veut un jalon.

Mémoire de l'esclavage, religions afro-brésiliennes et patrimoine : le cas du *Cais do Valongo* à Rio de Janeiro
Stefania Capone, directrice de recherche CNRS - CéSor, CNRS/EHESS

Dans cette communication, je concentrerai mon attention sur les processus de sélection, au Brésil, de certains objets, lieux et pratiques culturelles en tant que représentations centrales du patrimoine culturel « afro-descendant ». Le cas du *Cais do Valongo*, porte d'entrée de centaines de milliers d'esclaves dans la ville de Rio de Janeiro, ancienne capitale du Brésil, sera au centre de ma réflexion, ainsi que la création du Musée Mémorial de l'Institut de recherche et mémoire « *Pretos Novos* » de Rio de Janeiro, consacré à la traite négrière et bâti autour d'un ancien cimetière d'esclaves.

Mis au jour en 2011, lors d'excavations pour des travaux de restructuration urbaine, le Quai du Valongo a été défini, dans l'*Inventaire des lieux de mémoire du trafic atlantique des esclaves et de l'histoire des esclaves africains au Brésil* (2012), comme étant « le plus important lieu de mémoire noir de tout le Brésil ». Cela reprenait un projet qui liait déjà le Quai du Valongo aux ports africains qui font aujourd'hui partie de la Route de l'Esclave. En 2004, avec le Décret n° 24088, la Mairie de Rio de Janeiro prévoyait la construction de la Porte de la Gamboa (*Portal da Gamboa*), une claire référence aux portes du non-retour bâties sur la côte africaine. Ce projet, qui n'a jamais vu le jour, établissait déjà un lien entre les deux rives de l'Atlantique, un lien définitivement affirmé neuf ans plus tard, lorsque le Quai du Valongo est intégré au circuit de la Route de l'Esclave de l'Unesco. En 2013, il a officiellement été reconnu en tant que « lieu de mémoire de la diaspora africaine » par les représentants de l'Unesco, de la Mairie de Rio de Janeiro et du mouvement noir. Le Quai du Valongo représenterait ainsi la continuité physique et symbolique d'autres lieux de mémoire, les ports de départ des navires négriers sur la côte africaine, déjà classés par l'Unesco. Sa reconnaissance comme patrimoine de l'humanité a été sollicitée auprès de l'Unesco, en septembre 2014, et la réponse est attendue courant 2017.

Dans ce processus, il est important de mettre en lumière l'imbrication du discours religieux dans la délimitation d'un « territoire noir ». La réactivation de la mémoire de l'esclavage mobilise, en effet, d'autres symboles de l'héritage africain au Brésil, notamment les religions afro-brésiliennes et le candomblé en particulier. Des *mães-de-santo* (prêtresses, chefs de maisons de culte de candomblé) ont activement participé au processus de mise en valeur du Complexe du Valongo, identifiant « l'énergie », appelée *axé*, du lieu et son lien avec les *orixás* (les divinités vénérées dans le candomblé). Les rituels réalisés périodiquement, tels que les *lavagens* (rituels de purification), visent à rendre la paix aux esprits des ancêtres. Pour les *mães-de-santo* comme pour les militants noirs, les racines de l'ancestralité afro-brésilienne se trouvent dans la région du Valongo.

Le classement du Complexe du Valongo, qui inclue le Quai, mais aussi l'ensemble de ce qui est aujourd'hui appréhendé comme un « territoire noir » et qui renvoie à une mémoire noire, à la Petite Afrique (*Pequena Africa*), comme était appelée la région des quartiers de Saude et Gamboa à Rio de Janeiro, nous permettra de réfléchir aux dimensions morales du patrimoine, en revisitant la mémoire historique par le biais de la médiation patrimoniale. Les revendications du mouvement noir et sa défense d'un circuit mémoriel « afro-descendant » dans la région portuaire de Rio de Janeiro doivent, en effet, être comprises dans un contexte global de luttes contre l'inégalité et les préjugés de couleur, en rapport direct avec l'idée d'un devoir historique de réparation vis-à-vis les descendants d'Africains. Ce lieu de mémoire, symbole puissant de l'ancestralité afro-brésilienne, se métamorphose ainsi, dans ce processus de patrimonialisation, en symbole majeur du trafic transatlantique d'esclaves, une tragédie qui a profondément marqué l'histoire et la culture afro-brésiliennes.

Valorisation des collections relatives à la lutte contre le VIH-sida au MuCEM : enjeux de la mise en place d'un "comité de suivi"

Renaud Chantraine, doctorant EHESS, IIAC – Équipe LAHIC

Dès les années 1990, une équipe d'anthropologues du Musée national des Arts et Traditions populaires (MnATP)- Centre d'ethnologie française (CEF) s'est intéressée aux enjeux sociaux dont l'épidémie du VIH-sida est le révélateur ou le catalyseur et au rôle que pouvait jouer le musée, en tant que lieu de mémoire et espace public. Une série de débats, associant monde associatif, soignants, malades, et universitaires a été organisée, construisant ainsi le socle d'une réflexion muséale et d'une collecte d'objets. Cette dernière, réalisée par Françoise Loux et Stéphane Abriol entre 2002 et 2006, a permis de rassembler un fonds unique en Europe composé de plus de douze mille objets issus de trente-cinq pays de la zone euro-méditerranéenne.

Aujourd'hui une nouvelle étape de la patrimonialisation s'enclenche avec le projet au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM, héritier du MnATP), d'ouvrir une réflexion autour des moyens de valorisation de cette collection, notamment par le biais d'une exposition. Dans ce contexte, la décision a été prise de constituer un « comité de suivi », afin d'associer à la démarche du musée les personnes qui ont vécu cette histoire, participé individuellement ou collectivement aux luttes contre le sida, et/ou qui en ont été à divers titres mobilisés, en particulier à l'échelle locale.

Cette communication entend repérer les enjeux de ce dispositif participatif, et les mettre en perspective avec la démarche initiale de l'enquête-collecte, qui misait déjà sur la co-construction d'un savoir sur l'épidémie, avec les malades et les associations.

L'expérience participative du patrimoine comme mise à l'épreuve de sa contemporanéité : art contemporain et mémoriaux

Octave Debary, professeur d'anthropologie, université Paris Descartes-Sorbonne (Canthel/Lahic)

À partir d'une d'enquête ethnographique, réalisée conjointement avec l'artiste allemand Jochen Gerz (2017), cette intervention se propose de débattre des enjeux entre art et mémoire dans le cadre d'œuvres qui posent la question d'un patrimoine partagé et citoyen. Nous nous interrogerons sur cette

tendance qu'une partie de l'art contemporain entretient avec la notion d'œuvres ouvertes et participatives, pensées dans et pour l'espace public. Les processus de création de nombre de ces œuvres, dispositifs ou mémoriaux, invitent à faire du moment de réception de l'art un temps constitutif de l'œuvre. En proposant aux gens de participer, en creusant un « déficit des œuvres », Gerz laisse une place vacante, des objets partiels, une mémoire que le spectateur s'oblige à revisiter à partir de lui-même. Dans cette perspective, son travail propose à l'art de se défaire du rôle passif qu'il réserve souvent à ses spectateurs et engage la mémoire à s'énoncer à partir du présent. La participation devient la condition de réalisation de l'œuvre et introduit le spectateur comme auteur, et non plus comme témoin, de sa propre histoire. Cette perspective implique un sens pratique du patrimoine, un engagement au présent des gens dans la culture et la mise à l'épreuve d'un « patrimoine citoyen ».

« Développement culturel » participatif et transformation des légitimités patrimoniales. Un exemple pyrénéen

Arnauld Chandivert, maître de conférences, université Montpellier III, LERSEM-CERCE

La dimension participative ou inclusive des actions menées en matière de patrimoine bénéficie de nos jours de conditions de réception très favorables. Ce type d'approche est d'ailleurs beaucoup plus largement distribué dans l'action publique, au-delà des seuls politiques culturelles. On le retrouve par exemple dans la mise en œuvre des politiques territoriales de développement, ce dès les années 1980. Partant d'un cas d'étude situé dans les Pyrénées centrales, ou diverses politiques de cet ordre ont été menées à partir des années 2000, l'objectif de cette communication est d'envisager la manière dont l'injonction participative et sa mise en œuvre peuvent être traversées par des dispositifs sociocognitifs d'encadrement, qui aboutissent à la reconnaissance de formes et d'activités patrimoniales accordées aux objectifs de ces politiques. Si les patrimoines ainsi reconnus le sont finalement sur un mode peu participatif, cela conduit à fortement transformer ce que l'on peut appeler l'échelle locale des légitimités patrimoniales, lorsque certains patrimoines apparaissent plus « au goût du jour » des orientations de ces politiques de développement culturel que d'autres, point qui sera développé dans une dernière partie.

La tradition et le musée. Revitaliser la « religion populaire » par la participation à Lisbonne (Portugal)

Cyril Isnart, chargé de recherches CNRS, IDEMEC

Au début des années 2010, le musée municipal de Saint-Antoine à Lisbonne, ville de naissance du saint de Padoue, ouvre ses portes après plusieurs années de rénovation à quelques mètres du sanctuaire dédié à l'un des plus fameux enfants du Portugal. Le directeur du musée a construit une exposition classique relatant la biographie du saint et montrant les artefacts témoignant de la culture matérielle du culte à Lisbonne, au Portugal et dans le monde. S'y associent des actions de médiations touristiques et culturelles, les visites guidées du musée, du sanctuaire et des traces du culte du saint dans la ville, assurées par des guides du service municipal de la culture.

Par ailleurs, le directeur et le recteur du sanctuaire ont inauguré une expérience de relance d'une tradition populaire tombée en désuétude au milieu du XXe siècle, les *tronos* de saint Antoine. L'opération consiste à lancer un appel public à participation, à fournir une structure d'un petit autel de rue que les personnes volontaires peuvent décorer selon leurs goûts, leurs dévotions ou leurs fantaisies, à faire l'inventaire des réalisations et à dresser une carte interactive de localisation des *tronos*.

Cette communication tentera de décrire les attendus et les résultats de cette relance par participation, mi-religieuse, mi-patrimoniale, tout en s'interrogeant sur la traversée et la consolidation des limites entre religion, patrimoine et culture qu'elle semble permettre.

« L'important, c'est de transmettre » : enjeux, illusions et faux-semblants d'une éducation patrimoniale

Claudie Voisenat, chargée de mission pour la recherche, ministère de la Culture, mise à disposition du CNRS, IIAC – Équipe LAHIC, Paris

La place de l'enfant dans les processus patrimoniaux peut et doit être interrogée d'une double manière. D'un côté, en posant la question, comme l'ont fait récemment les *cultural heritage studies*, de la patrimonialisation des cultures enfantines (Darian Smith and Pascoe, 2013). De l'autre, comme je me propose de le faire, en s'intéressant à la place des enfants dans l'institutionnalisation des processus de transmission patrimoniale. La notion de patrimoine qualifie en effet des biens culturels transmis d'une génération à l'autre et l'enfance incarne idéalement cette boucle temporelle qui projette le passé dans le futur puisqu'elle évoque à la fois notre plus ancienne expérience individuelle du passé et une promesse d'avenir (Sanchez-Epler, 2013). Certes, l'enfant est depuis longtemps, et d'abord par l'intermédiaire de l'école, un public privilégié pour les médiations qui ont construit la mémoire historique nationale incarnée par les monuments (Thiesse, 1997), puis la mémoire culturelle d'autres formes de communautés (plus ou moins imaginées, Anderson, 1983) incarnées dans leur patrimoine. Pour autant, l'enfant récepteur passif de l'âge de la démocratisation de la culture laisse aujourd'hui place à l'enfant producteur de patrimoine, ou, à tout le moins participant actif d'un processus de transmission de plus en plus institutionnalisé.

À travers l'exemple des fêtes de l'Ours du Haut-Vallespir, nous tenterons de cerner les paradoxes de cette forme particulière d'injonction participative. Et tout d'abord le fait que la transmission institutionnalisée et entièrement organisée par les adultes qui est apparue il y a une trentaine d'années a remplacé un processus d'appropriation de la fête beaucoup plus spontané mis en œuvre, de façon totalement autonome, par les enfants eux-mêmes. On peut donc légitimement se demander ce qui est réellement transmis dans les fêtes organisées pour les enfants : des savoir-faire, des valeurs, une conscience culturelle ? Par ailleurs, le terrain montre rapidement que les fêtes des « jeunes ours » sont avant tout des scènes sur lesquelles se jouent des conflits et des enjeux propres aux adultes qui tentent de préparer là pour demain les évolutions refusées aujourd'hui par la communauté : qu'il s'agisse de modifier la place des femmes, de prôner le retour à des formes jugées plus « traditionnelles » ou au contraire de promouvoir des formes syncrétiques et totalement nouvelles. Bref, les voix discordantes ou minoritaires de la fête des adultes trouvent dans celle des jeunes une occasion d'*empowerment* mais aussi celle de la transmission d'une vision personnelle de la fête qui n'est pas forcément acceptée par l'ensemble de la communauté. Pour autant, les conflits générés, bien réels, restent à bas bruit et tout le monde s'entend sur le fait que la fête des enfants constitue une sorte d'idéal festif, et l'on fait chaque année le constat que les petits ours étaient bien mieux que les grands et que leur fête était beaucoup plus réussie que celle des adultes. La fête des petits est bel et bien le lieu où la communauté a conscience de se perpétuer et où elle communie dans la double mise en scène de ses enfants et de sa continuité culturelle.